



DENONCIATION DU MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (MRC) AU SUJET DES ACTES DE TORTURE INSOUTENABLE INFLIGEE AU NOMME WOULVANG DANS L'ENCEINTE DU LAMIDA DE TCHEBOA (REGION DU NORD-CAMEROUN)

Le MRC porte à la connaissance du public, des autorités administratives, et des autorités judiciaires du Cameroun qu'en date du 26 Février 2023, à la suite d'une altercation avec le gestionnaire du marché de bois de NGONG village situé dans la Région du Nord, le nommé WOULVANG âgé d'environ 33 ans a été à la demande dudit gestionnaire, enlevé par des gardes en service au Lamida de TCHEBOA, village dont l'autorité du Lamido s'étend également sur le village NGONG dans le département de la BENOUE.

Conduit de force dans l'enceinte du Lamida de TCHEBOA, WOULVANG sera atrocement torturé autant que le confirment les larges plaques de blessures laissées sur ses fesses, et sera ensuite abandonné sans assistance sur la voie publique.

Il convient de rappeler que quelques jours auparavant, le nommé WOULVANG avait démissionné de ses fonctions d'employé auprès du gestionnaire du marché susmentionné, décision qui n'a pas été acceptée par ce dernier.

Cette situation est d'autant plus alarmante et critique que le Lamido de TCHEBOA est parait-il coutumier de pareils actes, et aurait même fait l'objet d'une condamnation pénale non exécutée à ce jour.

Le MRC dénonce avec véhémence ces actes de torture atroce, sauvage, inhumain, et rappelle en même temps qu'une justice privée barbare ne saurait avoir sa place, ni être tolérée dans un Etat de Droit.

MOUVEMENT POUR
LA RENAISSANCE
DU CAMEROUN



CAMEROUN
RENAISSANCE
MOVEMENT

AUTORISATION MINATD N°000221 DU 25 JUILLET 2008 / LETTRE MINATD N°0002249/LMINATD/DAP/SDE/STP DU 02 AOÛT 2012

Enfin, le MRC appelle les autorités administratives à prendre en charge les soins médicaux de la victime, et les autorités judiciaires à engager des poursuites légales contre toutes les personnes impliquées dans les faits dénoncés.

Fait à Yaoundé le 15 Mars 2023

**Le Secrétaire National Délégué chargé des
Droits de l'Homme et de la Gouvernance.**

Maître Désiré SIKATI (Avocat)